



## Économie politique du développement de l'enseignement du français en Chine au niveau universitaire. Entre discours et réalités

**Auteur :** David Bel

**Directrice de thèse :** Patricia Lamarre, Université de Montréal

**Co-directeur :** Fu Rong, Université des Études étrangères de Pékin

**Année :** 2017

**Type :** Thèse de doctorat

**Université :** Université de Montréal

**Discipline :** Sciences de l'éducation / didactique

**Mots-clés :** Enseignement du français en Chine, économie politique, universités chinoises, francophonie universitaire chinoise.

### Résumé

Depuis le début des années 2000, les programmes universitaires de français (spécialité, 法语专业) connaissent une croissance exponentielle en Chine (+ 340% en 15 ans) alors que leur nombre avait augmenté de manière plutôt modérée et irrégulière entre 1949 et 1999. Cette croissance est aujourd'hui mal connue, mal mesurée et mal expliquée. La présente thèse tente, dans une perspective critique, de répondre à cette triple insatisfaction en proposant de considérer ce phénomène bien étonnant sous l'angle d'une approche en économie politique des langues couplée à une vision sociohistorique. Les données de recherche sont de deux natures: une enquête de terrain visant à mieux cerner la réalité de cette croissance, ainsi que des entrevues d'enseignants et d'étudiants de français et de directeurs, réalisées notamment – mais pas uniquement – dans deux universités.

La perspective sociohistorique adoptée a permis de mieux comprendre l'évolution précédant 2000 de même que ce qu'il se passe depuis (croissance exponentielle et explosion de l'offre). Il apparaît ainsi que l'histoire de ces programmes de français de 1949 à 1999 – soit avant le boom des années 2000 – ne s'inscrit pas nécessairement dans les cadres chronologiques et explicatifs habituels.

Quant à l'analyse de la période contemporaine (depuis 2000), elle a été menée en adoptant une perspective d'économie politique, ce qui revient à considérer l'enseignement universitaire des langues étrangères en Chine comme un marché, dont il faut comprendre le mode de fonctionnement – qui sont les acheteurs? Qui sont les vendeurs? Comment les prix

sont-ils fixés? – de même que la place que le français y occupe. Dans ce cadre, outre l’image positive du français, il apparaît surtout que cette langue est impliquée dans des enjeux qui la dépassent. Les universités (l’offre) subissent une pression politique très forte (dans un contexte de massification de l’enseignement supérieur) qui les incite à multiplier leur offre de programmes (ndlr: le nombre de spécialités offertes), notamment les langues étrangères et de ce fait le français, dont le développement apparaît alors et surtout comme une externalité positive. Quant aux étudiants, il ne s’agit pas tant d’acquérir un capital linguistique monnayable sur le marché du travail qu’un capital symbolique lié à la réputation de l’université où le français est appris, capital qui jouera un rôle et pourra éventuellement être converti en un « bon travail ». Le français ne s’avère ainsi pas l’élément décisif sauf cas particulier, comme les perspectives professionnelles croissantes offertes par l’Afrique, continent qui fait une apparition non prévue dans le paysage de la francophonie universitaire chinoise.

Les implications didactiques de cette étude sont nombreuses, de la complexité des représentations sur le français mises à jour qui influencent autant son enseignement que son apprentissage, à l’articulation entre motivation et « investissement langagier » des étudiants, en passant par les enjeux de la prise en compte de la diversité, notamment francophone.

Cette thèse invite enfin plus généralement à réfléchir à la manière dont on parle du développement de l’enseignement d’une langue étrangère dans un pays donné.